



Table des matières

Avertissement	9
Abréviations	11
Préface	13
Sommaire	15
Introduction générale	19
§ 1. La mise en place des Communautés européennes	20
§ 2. La relance des Communautés européennes par l'Acte unique européen de 1986	22
§ 3. L'institution de l'Union européenne par le Traité de Maastricht de 1992	23
§ 4. Les timides avancées du Traité d'Amsterdam de 1997	25
§ 5. La réforme institutionnelle <i>a minima</i> du Traité de Nice de 2001	26
§ 6. La Convention sur la réforme des institutions et la Constitution européenne de 2004	27
§ 7. La nouvelle « mécanique institutionnelle » résultant du Traité de Lisbonne de 2007	30

PARTIE I

LE SYSTÈME JURIDIQUE EUROPÉEN

TITRE I

Les institutions de l'Union

CHAPITRE I

Les institutions principales..... 41

SECTION 1

Les institutions de décision..... 42

§ 1. Le Conseil européen..... 42

A. La naissance du Conseil européen..... 43

B. La composition du Conseil européen..... 43

C. Les travaux du Conseil européen..... 46

D. Le rôle du Conseil européen..... 48

§ 2. La Commission européenne 50

A. La composition et l'organisation de la Commission européenne 50

1. La composition de la Commission européenne..... 50

2. L'organisation de la Commission européenne 55

B. Le fonctionnement et les attributions de la Commission européenne 56

1. Le fonctionnement de la Commission européenne .. 56

2. Les attributions de la Commission européenne 57

§ 3. Le Conseil des ministres 62

A. La composition du Conseil des ministres..... 62

B. Le fonctionnement et les attributions du Conseil des ministres 64

1. Le fonctionnement du Conseil des ministres..... 64

2. Les attributions du Conseil des ministres..... 70

§ 4. Le Parlement européen 71

A. La composition et l'organisation du Parlement européen..... 72

1. La composition du Parlement européen 72

2. L'organisation du Parlement européen 74

B. Le fonctionnement et les attributions du Parlement européen.....	75
1. Le fonctionnement du Parlement européen.....	75
2. Les attributions du Parlement européen.....	77
SECTION 2	
Les institutions de contrôle	82
§ 1. Le contrôle juridictionnel de la Cour de justice de l'Union européenne	82
§ 2. Le contrôle financier de la Cour des comptes européenne	86
A. La composition et le fonctionnement de la Cour des comptes.....	86
B. Les attributions de la Cour des comptes.....	87
CHAPITRE II	
Les institutions et organes secondaires	91
SECTION 1	
Les organes personnalisés	92
§ 1. Les institutions et les organes bancaires	92
A. La Banque centrale européenne (BCE).....	92
1. L'organisation de la Banque centrale européenne....	94
2. Les attributions de la Banque centrale européenne....	95
B. La Banque européenne d'investissement (BEI).....	100
§ 2. Les agences européennes	102
SECTION 2	
Les organes non personnalisés	104
§ 1. Le Comité économique et social européen (CESE)	105
§ 2. Le Comité des régions	107

TITRE II

Les sources du droit de l'Union

CHAPITRE I

La typologie des sources du droit de l'Union européenne

SECTION 1

Les sources écrites du droit de l'Union européenne 112

§ 1. Le droit originaire 112

A. Le contenu du droit originaire 112

B. La valeur juridique du droit originaire 115

§ 2. Le droit dérivé 116

A. Les actes européens hors PESC-PESD 116

1. Les actes obligatoires 118

2. Les actes non obligatoires 122

3. Les actes hors nomenclature 123

B. Les actes spécifiques à la PESC-PESD 124

§ 3. Le droit conventionnel 125

A. Les accords conclus par l'Union européenne 126

B. Les accords conclus par les États membres 127

SECTION 2

Les sources non écrites du droit de l'Union européenne

§ 1. La jurisprudence 128

§ 2. Les principes généraux du droit européen 130

A. L'origine des principes généraux du droit européen 130

1. L'origine internationale 130

2. L'origine nationale 131

3. L'origine européenne 132

B. L'autorité juridique des principes généraux du droit

européen 134

CHAPITRE II	
Les effets du droit de l'Union européenne.....	135
SECTION 1	
L'applicabilité immédiate du droit de l'Union européenne	136
§ 1. La définition de l'applicabilité immédiate.....	137
§ 2. Les conséquences de l'applicabilité immédiate.....	138
SECTION 2	
L'effet direct du droit de l'Union européenne	139
§ 1. Le principe de l'effet direct.....	139
A. La définition de l'effet direct	139
B. Les critères de l'effet direct.....	141
§ 2. L'effet direct des différentes sources du droit de l'Union européenne.....	141
A. L'effet direct du droit originaire.....	142
B. L'effet direct du droit dérivé.....	142
C. L'effet direct du droit conventionnel.....	144
SECTION 3	
La primauté du droit de l'Union européenne.....	146
§ 1. Le principe de primauté du droit de l'Union européenne	146
A. La définition du principe de primauté	147
B. Les conséquences du principe de primauté	148
§ 2. L'application du principe de primauté du droit de l'Union européenne en France	149
A. Le droit de l'Union européenne et la Constitution	150
B. Le droit de l'Union européenne et la loi.....	151

PARTIE II LE MARCHÉ EUROPÉEN

TITRE I La libre circulation

CHAPITRE I

La libre circulation des marchandises 163

SECTION 1

L'union douanière 164

§ 1. La notion d'union douanière 164

§ 2. Le champ d'application de l'union douanière 165

A. La dimension matérielle 165

B. La dimension géographique 167

§ 3. Les conséquences de la réalisation de l'union douanière 167

SECTION 2

Le régime juridique de la libre circulation des marchandises 169

§ 1. L'interdiction des entraves pécuniaires 169

A. L'interdiction de toutes les taxes d'effet équivalent 170

1. La notion de TEE 170

2. La limite de la notion : la redevance pour service rendu 173

B. L'interdiction de certaines impositions intérieures 174

1. Le domaine de l'interdiction 174

2. Les conditions de l'interdiction 176

C. Le remboursement des taxes et impositions illégales 177

§ 2. L'interdiction des entraves non pécuniaires 179

A. La notion de mesure d'effet équivalent 179

1. La définition de la mesure d'effet équivalent 179

2. Les critères de la mesure d'effet équivalent 180

B. Les dérogations à l'interdiction des mesures d'effet équivalent	184
1. La nature des dérogations	184
2. Le régime juridique des dérogations	191

CHAPITRE II

La liberté professionnelle	197
-----------------------------------------	-----

SECTION 1

La liberté professionnelle des salariés	198
§ 1. Le droit d'accès à une activité salariée	199
§ 2. Le droit d'exercice de l'activité salariée	202

SECTION 2

La liberté professionnelle des non-salariés	203
§ 1. Les droits liés à la liberté professionnelle des non-salariés	203
A. Le droit d'établissement	203
B. La libre prestation de services	207
§ 2. La mise en œuvre de la liberté professionnelle des non-salariés	210
A. L'effectivité des droits garantie par le juge	210
B. La reconnaissance mutuelle des formations	211
§ 3. Les restrictions à la liberté professionnelle des non-salariés	214
A. Les restrictions prévues par le TFUE	214
B. Les restrictions dégagées par la jurisprudence	215

CHAPITRE III**La liberté de circulation et de séjour** 219**SECTION 1****Les bénéficiaires de la liberté de circulation
et de séjour** 221**§ 1. Le bénéficiaire initial : le travailleur européen** 222**§ 2. La généralisation des bénéficiaires**..... 223

A. Les membres de la famille du travailleur européen..... 223

B. Les personnes non actives et les membres de leur famille..... 224

SECTION 2**Les droits garantis**..... 225**§ 1. La liberté de déplacement** 226**§ 2. Le droit de séjour**..... 227**§ 3. Le droit à des conditions de vie normales**..... 228**SECTION 3****Les restrictions à la liberté de circulation
et de séjour** 229**§ 1. Les motifs des restrictions** 230**§ 2. Le régime juridique des restrictions** 230

A. Les garanties de forme 230

B. Les garanties de fond 231

TITRE II

La libre concurrence

CHAPITRE I

Les règles de fond applicables aux pratiques anticoncurrentielles.....	241
-------------------------------------------------------------------------------	------------

SECTION 1

Les ententes entre entreprises.....	243
§ 1. Le principe d'interdiction des ententes.....	243
A. La concertation d'entreprises.....	243
B. La restriction de concurrence.....	246
C. L'affectation du commerce intra-européen.....	248
§ 2. Les dérogations au principe de l'interdiction des ententes.....	249
A. Les ententes exclues de l'interdiction.....	249
B. Les ententes exemptées.....	250

SECTION 2

L'abus de position dominante.....	252
§ 1. L'existence d'une position dominante.....	253
§ 2. L'exploitation abusive de la position dominante.....	255
A. L'abus de comportement.....	256
B. L'abus de structure.....	257
§ 3. L'affectation du commerce intra-européen.....	258

CHAPITRE II

Les règles de procédure applicables aux pratiques anticoncurrentielles.....	261
------------------------------------------------------------------------------------	------------

SECTION 1

L'ouverture de la procédure.....	262
§ 1. Le passage à un système d'exception légale.....	262
§ 2. L'engagement de la procédure au titre des articles 101 et 102 TFUE par la Commission.....	263

§ 3. L'engagement de la procédure au titre des articles 101 et 102 TFUE par les autorités nationales.....	264
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

SECTION 2

Le déroulement de la procédure.....	264
§ 1. Les pouvoirs d'enquête de la Commission et sa décision	264
§ 2. La coopération entre les autorités nationales et européenne de concurrence	266
§ 3. L'articulation entre le droit de l'Union et le droit national.....	268

SECTION 3

Le contentieux des sanctions en droit de la concurrence.....	269
§ 1. Le cadre du contrôle opéré par le juge	269
§ 2. L'étendue du pouvoir du juge et ses limites.....	271

PARTIE III

LE JUGE EUROPÉEN

TITRE I

Les juridictions de l'Union et la procédure contentieuse

CHAPITRE I

L'architecture juridictionnelle de l'Union.....	281
--------------------------------------------------------	------------

SECTION 1

L'organisation des juridictions de l'Union.....	283
§ 1. La composition des juridictions de l'Union	283
A. La composition de la Cour de justice, juge européen suprême....	284
B. La composition du Tribunal, juge européen de droit commun....	286
C. La composition du Tribunal de la fonction publique, unique juge européen spécialisé (pour mémoire)	287

§ 2. Le fonctionnement interne des juridictions de l'Union	289
A. La présidence des juridictions	289
B. Les formations de jugement.....	290
C. Le personnel auxiliaire.....	292
SECTION 2	
Les compétences des juridictions de l'Union.....	294
§ 1. Les compétences respectives des juridictions de l'Union	295
A. Les compétences de la Cour.....	295
B. Les compétences du Tribunal	297
C. Les compétences du Tribunal de la fonction publique (pour mémoire).....	298
§ 2. Les voies de recours ouvertes	299
A. Les pourvois.....	300
B. Le réexamen	304
CHAPITRE II	
La procédure devant les juridictions de l'Union.....	307
SECTION 1	
L'introduction de l'instance	310
§ 1. La présentation de la requête	310
A. Les exigences de forme	310
B. Les exigences de fond	311
C. Les exigences de délai	312
§ 2. La représentation des parties	313
SECTION 2	
Le déroulement de l'instance	314
§ 1. La phase écrite	314
§ 2. L'éventuelle phase d'instruction	315
§ 3. La phase orale	316

SECTION 3

La clôture de l'instance	317
§ 1. La clôture de l'instance en l'absence de jugement.....	317
§ 2. La clôture de l'instance par le prononcé d'un arrêt	318

SECTION 4

Les mécanismes procéduraux particuliers.....	320
§ 1. Le référé.....	320
§ 2. L'intervention	323
§ 3. Les voies de rétractation	324
A. L'opposition.....	324
B. La tierce opposition.....	324
C. La rectification des erreurs de plume ou de calcul, des inexactitudes évidentes et des omissions de statuer sur un élément des conclusions ou sur les dépens.....	325
D. L'interprétation	325
E. La révision	326

TITRE II**Les principales voies de droit****CHAPITRE I**

Le recours en manquement.....	333
--------------------------------------	------------

SECTION 1

L'identification du manquement.....	336
§ 1. L'auteur du manquement	336
§ 2. La nature du manquement	338

SECTION 2

La procédure en manquement.....	341
§ 1. La phase précontentieuse	342
§ 2. La phase contentieuse	344

SECTION 3

Le constat du manquement et son exécution	346
§ 1. Le caractère déclaratoire de l'arrêt en manquement	346
§ 2. L'inexécution de l'arrêt en manquement	347

CHAPITRE II

Les autres recours directs	353
-----------------------------------------	-----

SECTION 1

Le contrôle direct de la légalité européenne : le recours en annulation	354
§ 1. L'examen de la recevabilité	356
A. Les actes attaquables	356
B. Les requérants admis à agir	359
C. Le délai pour agir	364
§ 2. L'examen au fond	365
A. L'examen de la légalité externe	365
B. L'examen de la légalité interne	367
§ 3. Les moyens du juge de l'annulation	368

SECTION 2

Le contrôle incident de la légalité européenne : l'exception d'illégalité	369
------------------------------------------------------------------------------------	-----

SECTION 3

Le contrôle de l'inaction européenne : le recours en carence	372
§ 1. L'objet de la saisine	373
§ 2. Les conditions de la saisine	374
§ 3. Les conditions de la reconnaissance de la carence et ses conséquences	375

CHAPITRE III**Le renvoi préjudiciel** 377**SECTION 1****L'objet du renvoi** 380§ 1. **L'interprétation** 380§ 2. **L'appréciation de validité** 381**SECTION 2****La mise en œuvre du renvoi**..... 382§ 1. **L'auteur du renvoi** 382§ 2. **Les conditions du renvoi** 385A. **L'existence d'un doute quant à l'interprétation
ou à la validité de la norme européenne**..... 385B. **L'exercice différencié du renvoi selon les juridictions**..... 386**SECTION 3****Les suites du renvoi** 388§ 1. **La recevabilité de la question préjudicielle**..... 388§ 2. **L'étendue de la question préjudicielle** 389**SECTION 4****L'autorité des arrêts préjudiciels**..... 391§ 1. **L'autorité de chose jugée des arrêts préjudiciels**..... 391§ 2. **La portée normalement rétroactive
des arrêts préjudiciels** 392**Conclusion générale** 395**Arrêts, avis et ordonnances des juridictions de l'Union**..... 399**Bibliographie sélective** 417**Index**..... 423